



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

OMS

Les États membres s'accordent sur près de 7 milliards de dollars de budget
Les États membres de l'Organisation mondiale de la santé ont approuvé cette proposition de budget lors du début des travaux de son ... • (Page 08)

Intelligence artificielle

ChatGPT arrive sur les smartphones
OpenAI a lancé jeudi une application mobile pour ChatGPT, ... • (Page 08)



Pétrole / Inauguration de la raffinerie de Dangote • (Page 03)

Une production de 650 000 barils /jour



Compagnie aérienne • (Page 04)

Bientôt deux avions de nouvelle génération pour ASKY

Port de Lomé

Un nouveau remorqueur annoncé

L'arrivée prochaine d'un nouveau remorqueur est annoncée au port de Lomé pour ... • (Page 02)

Migration

Fatou Diallo Ndiaye, nouvelle figure de l'OIM au Togo

Au Togo, les actions de l'Organisation internationale de la migration (OIM) seront coordonnées par la Sénégalaise Fatou Diallo Ndiaye... • (Pages 04)

Energie renouvelable

L'AIF présente des projets d'une valeur de 1,5 milliard USD

L'Africa Investment Forum (AIF) a présenté aux investisseurs, des projets d'énergie renouvelable et de développement durable d'une valeur de ... • (Page 06)

Agroécologie

La CEDEAO met le pied à l'étrier

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CE-DEAO) encourage les chercheurs, agriculteurs et formateurs ... • (Page 11)

Cours des devises offert par

| Devise | Euro | Dollar us | Yen japonais | Livre sterling | Franc suisse | Dollar canadien | Yuan chinois | Dirham Emirats Arabes Unis |
|--------------|---------|-----------|--------------|----------------|--------------|-----------------|--------------|----------------------------|
| Achat | 655,957 | 604,000 | 4,355 | 750,500 | 672,500 | 445,750 | 85,250 | 164,000 |
| Vente | 655,957 | 611,000 | 4,415 | 757,500 | 678,500 | 452,750 | 87,000 | 166,750 |

Port de Lomé

Un nouveau remorqueur annoncé

L'arrivée prochaine d'un nouveau remorqueur est annoncée au port de Lomé pour accueillir des navires de plus grande taille, augmentant ainsi sa capacité et contribuant à son développement.

• Wilson LAWSON

Le Ministre de l'Économie Maritime, de la Pêche et de la Protection Côtière, Kokou Edem Tengue, a reçu le mardi 16 mai 2023, Antonio Bordils Montero, PDG de la multinationale BOLUDA, spécialisée dans le remorquage des navires. Accompagné d'une importante délégation de son entreprise, M. Montero a été chaleureusement accueilli pour discuter des questions liées au partenariat entre Boluda et le Togo. L'objectif principal de cette réunion était d'évaluer l'efficacité du partenariat public-privé entre Boluda et le Togo, dans le cadre des activités de remorquage au Port autonome de Lomé. Ils ont passé en revue les différentes actions menées conjointement et les résultats obtenus jusqu'à ce jour. Profitant de cette occasion, M. Montero a annoncé une excellente nouvelle pour le Port Autonome de Lomé et plus particulièrement pour le terminal LCT. Il s'agit de l'arrivée prochaine d'un nouveau remorqueur. Celui-ci permettra au port d'accueillir des navires de plus grande taille, augmentant ainsi sa capacité et contribuant à son développement. La rencontre



a également été l'occasion de discuter de la situation concurrentielle des ports en Afrique de l'Ouest. Les deux personnalités ont discuté du dernier rapport "Container Port Performance Index" de la Banque Mondiale, qui met en lumière les enjeux et les défis auxquels sont confrontés les ports de la région. Cet échange démontre l'engagement continu du Togo et de Boluda à travailler ensemble pour améliorer les services de remorquage au Port Autonome de Lomé. L'arrivée du nouveau remorqueur est un signe encourageant pour l'avenir du partenariat et pour le développement du Port Autonome de Lomé, qui joue un rôle clé dans l'économie togolaise et la compétitivité de la région ouest-africaine. Pour rappel, les services liés au remorquage des navires au Port Auto-

nome de Lomé sont gérés par la société BOLUDA. Boluda Corporación Marítima est une compagnie espagnole de transports et de services maritimes fondée en 1857 et implantée en l'Europe, sur la côte occidentale africaine, dans l'Océan Indien et en Amérique Latine. Son activité se structure autour de trois divisions : Boluda Towage (pour le service de remorquage), Boluda Lines (pour le transport maritime et terrestre et la logistique portuaire) et Boluda Tankers (pour la fourniture et le transport de carburant). Boluda Corporación Marítima est présente en Afrique subsaharienne à travers sa division « Remorquage » dans les ports de Nouadhibou (Mauritanie), Dakar (Sénégal), San Pedro et Abidjan (Côte d'Ivoire), Lomé (Togo) et Douala (Cameroun). La filiale de Boluda Corporación Marítima au Togo, Boluda Lomé, est composée d'un ensemble d'une centaine d'employés. Au sein du Port Autonome de Lomé, elle réalise depuis 2016 les opérations de remorquage, de lamanage et de transports de marchandises et/ou de passagers ainsi que de sauvetage et d'avitaillement, d'assistance et de soutien aux navires.



Image du jour



Chez la Fintech SEMOA à Lomé, l'ambassadeur de France au Togo, Augustin Favereau (au milieu), a échangé avec Edem Adjamagbo et ses partenaires entrepreneurs du secteur du digital.

AUX DECIDEURS...

Population chinoise et opportunités africaines

La Chine ne sera plus la nation la plus peuplée du monde. La population de l'Inde la dépassera cette année avec une population estimée à 1,42 milliard. Il s'agit d'une transition d'époque qui témoigne d'autres changements démographiques sous-jacents à travers le monde, notamment le fait que la population chinoise a atteint un sommet et est maintenant en baisse. Pendant ce temps, la région dont la population augmente le plus rapidement - à partir d'une base actuelle d'environ 1,4 milliard - est l'Afrique.

Owen Nyang'oro de University of Nairobi a étudié l'économie de la Chine et les relations sino-africaines pendant près de deux décennies. Il a spécifiquement analysé l'économie politique du changement démographique en Chine.

A mesure que la population chinoise décline et vieillit, il y aura des répercussions directes et indirectes pour de nombreux pays africains. Voici quelques-unes des implications possibles.

Depuis une décennie ou plus, la Chine pousse également, quoique de manière très progressive, vers les services - tels que les services financiers, les soins de santé et le tourisme - pour stimuler sa croissance intérieure. Cela présente également de nouvelles opportunités pour les fournisseurs de biens et de services africains.

La population de retraités devrait culminer au milieu du siècle alors que la Chine devrait abriter quelque 400 millions de retraités - un marché cible massif. Le Cambodge, par exemple, a déjà une stratégie officielle pour attirer les touristes âgés.

Les pays africains pourraient puiser dans cette démographie, par exemple pour soutenir les industries du tourisme. Les pays d'Afrique de l'Est recherchent des marchés touristiques émergents et cherchent également à élargir leurs offres pour inclure des activités telles que les croisières, ce qui serait idéal pour une population plus âgée. Un grand risque est qu'à mesure que la population chinoise décline et vieillit, le moteur de développement économique de la Chine faiblisse.

Comme c'est l'une des plus grandes économies du monde, une stagnation provoquerait des ondulations à travers le monde. Cela ralentirait le potentiel de commerce et d'investissement de la Chine avec l'Afrique.

La Chine pourrait devenir plus prudente dans ses prêts aux pays africains et prudente dans l'allocation de l'aide étrangère. Les grandes entreprises chinoises pourraient également avoir moins de revenus à réinvestir sur d'autres marchés, et moins de raisons de le faire compte tenu de la croissance plus faible. Cela pourrait défier les budgets des gouvernements africains et laisser de nombreuses personnes dans la pauvreté et incapables de trouver des emplois formels dans la force de l'âge.

L'Afrique pourrait être confrontée à de nouveaux défis réglementaires à mesure que la population chinoise vieillit. Les produits demandés par une population chinoise plus âgée, avec des intrants provenant d'Afrique, peuvent relever les défis réglementaires existants.

Un scénario probable est que l'économie chinoise progresse à un rythme plus lent que par le passé, mais suffisamment rapide pour éviter une crise intérieure.

En surface, cela peut réduire l'échelle des opportunités pour l'Afrique. Mais, étant donné que l'économie chinoise est plusieurs fois plus grande que n'importe quelle économie en Afrique, il y aura toujours suffisamment de volume de croissance à exploiter pour le commerce, l'investissement et des projets spécifiques. Le ralentissement de la croissance en Chine pourrait même obliger les investisseurs chinois à se tourner vers les économies africaines à croissance plus rapide.

L'Afrique est le continent le plus jeune du monde et la Chine, dont la population vieillit rapidement, est le partenaire commercial et le partenaire économique le plus important du continent. Les gouvernements africains doivent surveiller de près ce qui se passera ensuite pour exploiter toutes les opportunités potentielles - et atténuer les risques.

Midas Tigossou

Le Togo en chiffres

| Informations générales | Togo | Afrique Subsaharienne | Source |
|---|------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Superficie | 56 790 km ² | 21,7 km ² | Banque mondiale, 2018 |
| Population | 8,3 millions | 1 094 millions | ONU, 2020 |
| Part de la population urbaine | 42,8 % | 41,4 % | ONU, 2020 |
| Croissance démographique | 2,4 % | 2,6 % | ONU, 2020 |
| Taux de fertilité | 4,4 enfants par femme | 4,7 enfants par femme | ONU, 2015-2020 |
| Espérance de vie à la naissance | 60,5 ans | 60,5 ans | ONU, 2015-2020 |
| Part de la population âgée de moins de 15 ans | 41 % | 42,7 % | ONU, 2020 |
| Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA | 24,1 % | 38,3 % | Banque mondiale, 2018 |
| Taux d'alphabétisation des adultes | 66,5 % | 65,9 % | Banque mondiale 2019 |
| APD par habitant | 50,9 USD | 49,9 USD | Banque mondiale 2019 |
| Classement IDH 2019 | 167 / 189 | | PNUD, 2020 |

Pétrole / Inauguration de la raffinerie de Dangote

Une production de 650 000 barils /jour

Le Président de la République Togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé, a assisté ce lundi 22 mai 2023 à la cérémonie d'inauguration de Dangote Oil Refinery, la plus grande raffinerie à train unique au monde.

• Joël YANCLO

Cette imposante infrastructure pétrolière est construite dans la zone franche de Lekki près de Lagos, la capitale économique du Nigéria. Doté d'une capacité de traitement de 650.000 barils par jour, ce complexe industriel, installé sur une superficie de 2635 hectares, produira de l'essence, du diesel, du carburacteur et bien d'autres produits pétroliers raffinés. Il devra, à plein régime, avoir la plus grande capacité de raffinage de brut sur le continent africain, répondra à l'ensemble des besoins des Nigériens et disposera de réserves pour l'exportation. Ce vaste complexe comprend également une usine d'engrais d'une capacité de 3 millions de tonnes par an. Cet ambitieux projet intégré de raffinerie et de pétrochimie au Nigéria est l'expression de la contribution du secteur privé à relever les défis énergétiques et industriels de la sous-région et du continent africain. La présence du chef de l'Etat et de ses homologues de la sous-région à cette cérémonie, traduit leur volonté de soutenir toutes les initiatives qui concourent au développement du continent

avec à la clé, l'intégration économique dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLE-CAf). Le Togo et le Nigéria entretiennent d'excellentes relations de coopération notamment dans les domaines économique, commercial et énergétique, et œuvrent de concert avec d'autres Etats à l'intégration sous-régionale. Propriété de l'industriel nigérian et homme le plus riche d'Afrique, Aliko Dangote, la raffinerie devrait augmenter la capacité de raffinage au Nigeria, en supprimant le déficit de consommation actuel. Cela réduira également la dépendance à l'égard des importations et stimulera la croissance économique.

Une première au Nigeria

Dangote Oil Refinery est la première raffinerie de pétrole brut privée au Nigeria. Les raffineries existantes du Nigeria, en proie à des inefficacités opérationnelles sous le contrôle du gouvernement, n'ont pas réussi à répondre à la demande croissante de produits pétroliers. Des importations substantielles sont devenues nécessaires. Le Nigeria importe actuellement



plus de 80% de ses produits pétroliers raffinés. Le pays est le plus grand importateur de produits pétroliers raffinés en Afrique. La production locale réduira donc massivement la facture d'importation du pays. Selon la Banque centrale du Nigeria, le coût (y compris le fret) des importations de produits pétroliers au Nigeria a doublé sur une période de cinq ans, passant d'environ 8,4 milliards de dollars EU en 2017 à 16,2 milliards de dollars EU (indiquant une moyenne annuelle de 11,1 milliards de dollars EU), avant augmentant encore pour atteindre 23,3

milliards de dollars d'ici la fin de 2022. La banque centrale affirme que le coût annuel moyen des importations de produits pétroliers au Nigeria pourrait atteindre 30 milliards de dollars d'ici 2027 si le pays continue de dépendre des importations de pétrole. Cet argent peut désormais potentiellement être économisé grâce à la raffinerie de Dangote qui comble le déficit d'approvisionnement.

Réduction de la dépendance aux importations de pétrole

L'impact le plus notable de la raffinerie de Dangote sera l'augmentation de la capacité de raffinage locale, ce qui réduira les importations. La raffinerie de Dangote devrait aider le Nigeria à répondre à 100 % de ses besoins en produits pétroliers raffinés (essence, 72 millions de litres par jour ; diesel, 34 millions de litres par jour ; kérosène, 10 millions de litres par jour et avion à réaction, 2 millions de litres par jour), avec des produits excédentaires pour le marché d'exportation. La production de pétrole raffiné de la raffinerie en combinaison avec d'autres raffineries

au Nigeria devrait combler le déficit de la consommation quotidienne estimée de 72 millions de litres d'essence. Le pays a fait face à plusieurs pénuries de carburant dans le passé, ce qui a provoqué une flambée des prix des transports et des produits de base. Les récentes pénuries de carburant ont été imputées à la guerre russo-ukrainienne. Le prix du carburant importé a augmenté de plus de 100 %. Les importateurs ont opéré à perte en raison des plafonds de prix fixés par le gouvernement. En plus d'éliminer la dépendance aux importations, la raffinerie de Dangote peut potentiellement réduire la dépendance du Nigeria à l'exportation de pétrole brut, car davantage de pétrole brut sera raffiné au niveau national. Le raffinage local du pétrole brut permettra au pays de payer le produit raffiné en naira, ce qui économisera les rares devises étrangères et générera des revenus grâce aux produits pétroliers raffinés exportés. La Banque centrale du Nigeria affirme que la raffinerie de Dangote pourrait générer des économies de devises comprises entre 25 et 30 milliards de dollars américains par an pour le Nigeria.



Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Le Togo en chiffres

| Prévisions du commerce extérieur | 2021 | 2022 (e) | 2023 (e) | 2024 (e) | 2025 (e) |
|--|------|----------|----------|----------|----------|
| Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %) | 10,4 | 6,3 | 4,9 | 7,5 | 7,8 |
| Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %) | 6,0 | 5,5 | 6,2 | 6,8 | 8,6 |

Le Togo en chiffres

| Indicateurs économiques | Togo | Afrique Subsaharienne | Source |
|--|-------------|-----------------------|--------------|
| PIB nominal en 2021 | 8,4 Mds USD | 1 870 Mds USD | FMI |
| PIB par habitant en 2021 | 991,5 USD | 1 742 USD | FMI |
| Part du secteur de l'agriculture dans le PIB | 22 % | 19 % | CNUCED, 2020 |
| Part du secteur de l'industrie dans le PIB | 23 % | 29 % | CNUCED, 2020 |
| Part du secteur des services dans le PIB | 55 % | 52 % | CNUCED, 2020 |

| | | | |
|---------|-----|------------|-----|
| Sénégal | 5,0 | Etats-Unis | 2,7 |
| Nigeria | 4,0 | Malaisie | 2,7 |

Source : Comtrade 2022. En raison de l'arrondi la somme des pourcentages peut être inférieure ou

Le Togo en chiffres

| Indicateurs économiques | Togo | | Afrique Subsaharienne | | Source |
|---|--------|--------|-----------------------|---------|--------|
| | 2021 | 2022 | 2021 | 2022 | |
| Croissance du PIB réel | +5,1 % | +5,6 % | +4,5 % | +3,8 % | FMI |
| Croissance du PIB réel par habitant | +2,6 % | +3 % | +2,3 % | +1,5 % | FMI |
| Taux d'inflation moyen annuel | +4,3 % | +4,6 % | +11 % | +12,2 % | FMI |
| Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB) | -6,5 % | -4,9 % | -5,3 % | -4,7 % | FMI |
| Dette publique (en % du PIB) | 63,8 % | 63,6 % | 56,9 % | 55,1 % | FMI |
| Dette extérieure publique (en % du PIB) | 25,8 % | 28,0 % | 25,1 % | 24 % | FMI |

Compagnie aérienne

Bientôt deux avions de nouvelle génération pour ASKY

Lundi 22 mai 2023, à la primature à Lomé, le Directeur général de la compagnie aérienne ASKY, Esayas W. HAILU, et le Directeur général d'AerCap, Société Mondiale d'Affrètement d'Avions, Aengus Kelly, ont été reçus en audience par le Premier ministre du Togo, Victoire TOMEGA DOGBE.

● Joël YANCLO

A leur sortie d'audience, le directeur général de la Société Mondiale d'Affrètement d'Avions (AerCap), Aengus Kelly, a indiqué avoir eu un entretien fructueux avec la cheffe du gouvernement à qui il a expliqué le processus et la stratégie d'agrandissement de la compagnie aérienne ASKY. Il a informé de l'arrivée, très prochainement, de deux appareils de nouvelle génération dans la flotte d'ASKY. Ces avions seront livrés par l'AERCAP. « C'est avec un grand plaisir que nous avons été reçus par Mme le Premier ministre. Nos échanges ont été très fructueux. C'était pour lui annoncer l'arrivée prochainement à ASKY de deux avions de nouvelle génération, pour agrandir sa flotte et accroître ainsi ses capacités d'opérations », a déclaré M. Aengus. Pour lui, cette livraison a été rendue possible grâce à la lumière de l'excellence et des résultats positifs successifs engrangés par cette compagnie, mais aussi, au vu du plan de développement stratégique mis en place par ASKY. « Au vu du développement stratégique et du bilan positif que la compagnie ASKY enregistre, ces dernières années, la société mondiale d'affrètement d'avions (AERCAP) a décidé de visiter la compagnie et de s'imprégner un peu plus de ses réalités et de son fonctionnement,



pour voir comment l'aider à mieux satisfaire sa clientèle », a-t-il expliqué. D'après ses propos, les deux avions qui arriveront, dans les prochains jours, ont une grande capacité d'accueil de passagers. Ils permettront à ASKY de desservir Paris et d'autres destinations en Asie, à partir de Lomé et en vols directs. « Le Togo est un hub logistique important et une plateforme stratégique de la sous-région. Il est opportun d'avoir ces deux avions au sein de la flotte d'ASKY, qui vont permettre d'amplifier le trafic dans la sous-région et de renforcer l'image du Togo dans le domaine du transport aérien », a précisé M. Aengus Kelly. De son côté, le directeur général d'ASKY, M. Esayas Woldemariam, a fait comprendre que le Togo est un petit pays avec de grandes ambitions de développement, et Lomé constitue une plateforme stratégique dans la sous-région. « Nous sommes là pour aider le gouvernement à mieux réaliser ses ambitions de faire du Togo une très importante plateforme, dans le domaine

de l'aviation, reconnue dans le monde », a-t-il fait savoir. ASKY est une compagnie aérienne internationale ayant une touche africaine ; une compagnie qui dessert et relie les pays africains entre eux et l'Afrique au reste du monde, à travers un service d'excellente qualité. Elle ambitionne d'accompagner et faciliter de façon dynamique les activités économiques et commerciales par la création de nouveaux itinéraires de transport entre les Etats de la région et ses nouveaux partenaires commerciaux. ASKY offre des liaisons régulières, sûres et fiables, à des prix compétitifs. Elle facilite les différentes connexions par son large réseau et la ponctualité de ses vols. ASKY contribue au développement du tourisme intra-africain et du tourisme international en direction de l'Afrique.

Une flotte moderne

Pour assurer à ses clients un transport aérien efficace, régulier et sûr, ASKY a fait le choix stratégique d'opérer avec des avions neufs ou presque neufs. Sa flotte se compose actuellement de sept Boeing 737-800, équipé de 154 sièges (16 en classe affaires et 138 en classe économique), quatre Boeing 737-700 Next Generation, équipés de 115 sièges (16 en classe affaires et 99 en classe économique).

Migration

Fatou Diallo Ndiaye, nouvelle figure de l'OIM au Togo

Au Togo, les actions de l'Organisation internationale de la migration (OIM) seront coordonnées par la Sénégalaise Fatou Diallo Ndiaye. La fonctionnaire onusienne a présenté officiellement en fin de semaine dernière sa lettre de nomination en tant que cheffe de mission au ministre togolais des affaires étrangères, Robert Dussey.

Fatou Diallo Ndiaye, nommée il y a quelques mois, opérera au Togo, au Bénin et au Ghana. Dans ces pays, elle aura pour mission principale la gestion de la question migratoire et la bonne gouvernance aux frontières de ces pays. « Je vous félicite et vous rassure de la disponibilité et de l'accompagnement du Gouvernement togolais dans l'accomplissement de votre mission. Recevez notre gratitude à l'endroit de l'OIM pour sa présence constante et son soutien multiforme pour la réalisation de la feuille de route gouvernementale », a lancé le chef de la diplomatie togolaise, Robert Dussey. Avec une vingtaine d'années



d'expériences, la Diplomate sénégalaise a entamé sa mission par une séance de travail avec le ministre togolais de la sécurité et de la protection civile, Yark Damehame avec qui des sujets relatifs à la migration ont été abordés.

En rappel, la nouvelle représentante résidente de l'OIM a déjà servi dans des pays comme le Sénégal, le Niger, la Guinée, la Sierra Leone et la Norvège.

Avec Togo First

Coopération

Les préparatifs du 9ème congrès panafricain sont lancés

Au Togo, le ton est désormais donné pour les préparatifs du 9ème Congrès Panafricain, prévu pour 2024 à Lomé. L'événement, annoncé sous le thème «Renouveau du panafricanisme et rôle de l'Afrique dans la réforme des institutions multilatérales : mobiliser les ressources et se réinventer pour agir» a été officiellement lancé lundi 22 mai à Lomé par le Premier ministre, lors d'une cérémonie réunissant plusieurs officiels et délégations étrangères.

C'est donc parti pour une série d'activités, allant de l'installation des membres du Comité International du Congrès à la tournée du renouveau du panafricanisme dans plusieurs pays du continent et dans les diasporas, en passant par la campagne de mobilisation et de communication internationale ou encore l'installation des sous-comités en charge des travaux thématiques. Pour le Togo, ce congrès doit être l'occasion de «répondre au besoin d'assurer une continuité historique au mouvement panafricain, mais aussi de réaffirmer son importance incontournable dans les efforts et l'élan collectif des peuples d'Afrique et des diasporas africaines pour une meilleure représentativité du continent dans les institutions multilatérales de coopé-



ration internationale et pour sa participation équitable à la gouvernance mondiale», ainsi que l'a affirmé la cheffe du gouvernement, Victoire Dogbé. Plusieurs pays et institutions, à l'instar de l'Afrique du Sud, du Congo et de la Commission de l'Union Africaine ont d'ores et déjà apporté leur soutien au Togo, pour l'organisation de ce sommet. Pour rappel,

le Congrès de Lomé sera le quatrième sur le continent après ceux de Dar es Salam (Tanzanie), de Kampala (Ouganda) et de Johannesburg (Afrique du Sud). Les cinq premiers Congrès panafricains ont été tenus en dehors de l'Afrique (principalement en Europe, à l'exception du 4ème à New York).

(Togo Officiel)

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

| Principaux clients (% des exportations) | 2020 | Principaux fournisseurs (% des importations) | 2020 |
|---|------|--|------|
| Burkina Faso | 13,8 | Chine | 20,3 |
| Mali | 13,0 | France | 8,6 |
| Bénin | 10,0 | Inde | 7,5 |
| Niger | 8,5 | Ghana | 5,6 |
| Ghana | 8,1 | Japon | 4,3 |
| Inde | 7,5 | Nigéria | 3,6 |
| Côte d'Ivoire | 6,4 | Allemagne | 3,5 |

| | | | | | |
|--|--------|--------|--------|--------|-----|
| Solde courant externe (en % du PIB) | -3,3 % | -5,9 % | -1,1 % | -1,7 % | FMI |
| Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services) | 5,8 | 5,3 | 4,5 | 4,5 | FMI |

| Indicateurs du commerce extérieur | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|--|------|-------|------|------|------|
| Commerce extérieur (en % du PIB) | 66,9 | 58,1 | 56,7 | 54,4 | 52,9 |
| Balance commerciale (hors services) (millions USD) | -965 | -644 | -782 | -757 | n/a |
| Balance commerciale (services inclus) (millions USD) | -822 | -502 | -626 | 596 | n/a |
| Importations de biens et services (croissance annuelle en %) | 1,0 | -11,4 | 5,3 | 1,4 | 0,8 |
| Exportations de biens et services (croissance annuelle en %) | 6,7 | -0,7 | 2,0 | 2,1 | -4,7 |
| Importations de biens et services (en % du PIB) | 40,0 | 32,9 | 32,7 | 31,3 | 31,1 |
| Exportations de biens et services (en % du PIB) | 26,9 | 25,3 | 23,9 | 23,1 | 21,8 |

Profil commercial

| Valeurs du commerce extérieur | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 |
|---|-------|-------|-------|-------|-------|
| Importations de biens (millions USD) | 2.382 | 1.874 | 2.116 | 2.091 | 2.166 |
| Exportations de biens (millions USD) | 1.290 | 1.016 | 1.080 | 1.055 | 1.008 |
| Importations de services (millions USD) | 397 | 427 | 464 | 447 | 407 |
| Exportations de services (millions USD) | 530 | 531 | 589 | 576 | 451 |

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Appel à manifestation d'intérêt pour l'appui à la mise en œuvre de réformes pour améliorer l'environnement institutionnel des villes et collectivités territoriales en Afrique



1. Contexte et justification de l'Appel à Manifestation d'Intérêt

Depuis 2012, CGLU Afrique publie tous les trois ans, en collaboration avec Cities Alliance, un rapport triennal intitulé "Évaluer l'environnement institutionnel des villes et collectivités territoriales en Afrique". Ce rapport est diffusé à l'occasion des Sommets Africités (2012, 2015, 2018, 2021).

Ce rapport classe les pays africains suivant 12 indicateurs pour apprécier la favorabilité de l'environnement institutionnel créé par l'État aux initiatives et actions des villes et collectivités territoriales.

Pour évaluer cet environnement, les 12 indicateurs sont les suivants :

1. Les dispositions du cadre constitutionnel
2. Les dispositions du cadre législatif
3. Les dispositions concernant la gouvernance territoriale
4. Les dispositions concernant les transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales
5. Les dispositions concernant les ressources propres des collectivités territoriales
6. Les dispositions concernant le renforcement des capacités des collectivités territoriales
7. Les dispositions concernant la transparence dans le fonctionnement et la gestion des collectivités territoriales
8. Les dispositions concernant la participation citoyenne
9. Les dispositions concernant la performance des collectivités territoriales
10. L'existence ou non d'une stratégie nationale en matière de gestion de l'urbanisation
11. La prise en compte des femmes dans la gouvernance locale
12. L'implication ou non des collectivités territoriales dans la lutte contre le changement climatique.

Chaque indicateur fait l'objet d'une notation de 1 à 4. Une note synthétique sur 48 est ensuite établie, qui permet de classer les pays africains en 4 classes de couleur :

1. Vert (note supérieure ou égale à 36) : pays qui présentent l'environnement le plus favorable à l'action des villes et collectivités territoriales suivant les standards retenus.
Afrique du Sud; Ouganda; Maroc; Tanzanie

2. Jaune (note inférieure à 36 et supérieure ou égale à 30) : pays dont l'environnement est plutôt favorable à l'action des villes et collectivités territoriales, mais dont certains éléments doivent être améliorés.
Kenya ; Zimbabwe; Rwanda; Sénégal; Maurice; Ghana; Burundi; Zambie

3. Orange (note inférieure à 30 et supérieure ou égale à 24) : pays dont les avancées vers un environnement favorable aux villes et collectivités territoriales nécessitent d'importants efforts de réformes.

Cameroun ; Bénin; Sierra Leone; Burkina Faso; Madagascar; Tunisie; Malawi; Namibie; Eswatini; Mali; Niger; Cap-Vert; Nigéria; Togo; Djibouti; Gabon; Mauritanie; Botswana; Côte d'Ivoire; Éthiopie; Tchad; Mozambique.

4. Rouge (note inférieure à 24): pays dont l'environnement est globalement défavorable à l'action des villes et collectivités territoriales.

Seychelles ; Angola; Lesotho; Gambie; Comores; Algérie; Guinée-Conakry; Sao Tome et Principe; Érythrée; République Démocratique du Congo; Libéria; Sud Soudan; Guinée Équatoriale; Égypte; Centrafrique; Soudan; Guinée-Bissau; Somalie.

Chaque pays fait l'objet d'une fiche où est justifiée sa note synthétique et

où figurent des propositions de réformes dont la mise en œuvre devrait avoir pour résultat l'amélioration de son classement par rapport à l'environnement institutionnel mis en place en faveur des villes et collectivités territoriales.

2. Présentation de l'appel à manifestation d'intérêt

Le présent appel à manifestation d'intérêt est lancé à l'endroit des associations nationales et des gouvernements nationaux des pays d'Afrique classés dans les couleurs Orange et Rouge qui souhaitent bénéficier d'un appui de CGLU Afrique pour mettre en œuvre les réformes nécessaires à l'amélioration de l'environnement institutionnel des villes et collectivités territoriales.

L'accompagnement de CGLU Afrique va se traduire dans les actions suivantes :

- Mobilisation d'experts nationaux pour conduire les études nécessaires à la préparation d'un dialogue structuré entre acteurs de la décentralisation aux niveaux national et local
- Organisation et modération d'ateliers et séminaires dans le cadre du dialogue structuré en vue de définir une feuille de route partagée par l'ensemble des acteurs sur la mise en œuvre des réformes proposées
- Assistance technique pour la conduite du processus de mise en œuvre concrète des actions retenues par la feuille de route des réformes
- Capitalisation et diffusion des résultats des actions retenues dans la feuille de route des réformes.

Le candidat, gouvernement ou association nationale, doit de son côté assumer les responsabilités suivantes :

- Désignation du point focal qui sera le référent et la personne de contact avec CGLU Afrique (nom et détails à joindre au dossier de candidature)
- Mise à disposition de locaux de travail équipés et de moyens de transport sur place pour les ateliers et séminaires et prise en charge les éventuels frais d'hébergement et de séjour des participants aux ateliers et séminaires
- Elaboration et mise en œuvre de la stratégie et des actions de communication
- Réalisation des actions retenues dans la feuille de route des réformes en mobilisant l'ensemble des acteurs concernés et les éventuels financements.

3. Réponse à l'appel à manifestation d'intérêt

Le présent appel à manifestation d'intérêt est lancé pour sélectionner 10 pays africains (2 pays par région africaine) dont le gouvernement ou l'association nationale souhaite bénéficier d'une assistance technique de CGLU Afrique pour mettre en œuvre les réformes de l'environnement institutionnel des collectivités territoriales au cours des années 2023 et 2024.

L'appel est officiellement ouvert le 08 mars 2023 et sera clos le 08 juillet 2023.

La sélection des pays se fera sur la base du critère premier candidat/ premier servi.

Pour faire acte de candidature, le gouvernement ou l'association nationale doit présenter les documents suivants :

- Lettre d'engagement signée par le Ministre en charge des collectivités locales et/ou de la décentralisation du pays candidat dans le cas où c'est l'Association qui présente la candidature ;
- Lettre d'engagement signée par le Président de l'Association nationale des Collectivités locales du pays candidat ;
- Désignation d'un point focal chargé d'être le point de référence pour l'intervention

Ces documents doivent être envoyés au Secrétariat Général de CGLU Afrique, par :

E-mail, à : secretariat@uclga.org ;
copies à : fyatta@uclga.org; szeroil@uclga.org ; ehajar@uclga.org
Adresse postale, à : Secrétariat Général de CGLU Afrique,
22 Rue Essaadyine, Hassan, 10020, Rabat, Maroc

Energie renouvelable et développement durable

L'AIF présente des projets d'une valeur de 1,5 milliard USD

L'Africa Investment Forum (AIF) a présenté aux investisseurs, des projets d'énergie renouvelable et de développement durable d'une valeur de 1,5 milliard de dollars, lors des Assemblées annuelles 2023 de la Banque africaine de développement.



● Vivien ATAKPABEM

Les projets sélectionnés, qui proviennent de toutes les régions d'Afrique, sont issus de la réserve de projets de l'Africa Investment Forum. Ils reflètent l'urgence croissante en Afrique, la région du monde la plus vulnérable aux changements climatiques, d'accélérer l'action climatique, notamment en comblant les déficits de financement par l'obtention d'une part toujours plus importante des capitaux mondiaux en faveur du continent. Les Assemblées annuelles 2023 de la Banque africaine de développement ont pour thème « Mobiliser les financements du secteur privé en faveur du climat et de la croissance verte en Afrique ». La table ronde sur l'investissement, qui s'est tenue à Charm el-Cheikh, a attiré un éventail d'investisseurs privés, notamment des sociétés de capital-risque et de capital-investissement. De l'hydroélectricité au recyclage du plastique, les projets verts offrent de nombreuses opportunités sur le continent. Les transactions comprenaient un projet hybride hydrogène/ammoniac en Afrique du Nord qui fournira 400 MW d'énergie renouvelable pour produire — sans émissions de CO₂ — 183 tonnes d'hydrogène par jour pour générer quotidiennement 1 000 tonnes d'ammo-

niac vert par électrolyse. Un investissement supplémentaire de 27 millions de dollars est nécessaire pour que le projet devienne bancable. La deuxième transaction, en Afrique de l'Ouest, est un projet hydroélectrique de 27 MW qui a fait l'objet d'études de faisabilité. Il a également recueilli le soutien financier de plusieurs entités internationales et agences multilatérales de développement. Parmi les avantages prévus, cette transaction permettra de servir 700 000 ménages, de créer 600 emplois directs et indirects pendant la durée de vie du projet et de réduire les émissions de CO₂ de 81 000 tonnes chaque année. Le projet représente une augmentation de 10 % de la capacité totale de production d'électricité du pays. La table-ronde sur l'investissement a également été l'occasion d'investir dans le projet d'expansion d'une entreprise de recyclage de plastique et de développement durable, d'une valeur de 73 millions de dollars, dans sept pays d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et d'Afrique australe. Le projet a suscité l'intérêt de plusieurs financeurs pour la préparation du projet et l'assistance technique afin de mener des études de faisabilité dans les pays ciblés. Il promet d'importants avantages : la création de 16 000 emplois ainsi que des opportunités pour 20 000 ramasseurs de déchets dans les pays ciblés. Il permettra également

de détourner 214 000 tonnes de déchets plastiques (PET, PP, PE) des décharges et de réduire les émissions de carbone de 149 000 tonnes. Actuellement, seuls 10 % des plastiques sont recyclés en Afrique. Le projet a trouvé un écho favorable auprès des investisseurs en capital de croissance qui ont participé à la table-ronde. La transaction intègre d'importantes fonctionnalités technologiques, notamment des lignes de traitement de pointe et des options de collecte et de paiement basées sur des applications. Ces caractéristiques ont été considérées comme améliorant l'évolutivité du projet à travers l'Afrique et le projet a trouvé un écho favorable auprès des investisseurs en capital de croissance qui ont participé à la table-ronde. La quatrième transaction est une opportunité d'investir dans un producteur indépendant d'énergie hydroélectrique d'Afrique australe de 440 millions de dollars qui produira 544 000 MWh/an d'énergie. Elle inclura également des éléments de distribution d'eau et de prévention des inondations. Parmi les autres avantages, citons la création de 3 000 emplois dans le secteur de la construction jusqu'à l'achèvement du projet. Les promoteurs de la transaction recherchent 12,5 millions de dollars pour finaliser la phase de développement du projet.

Avec Afrik21

Nigeria

À Kano, l'irrigation moderne améliore l'activité de 140.000 d'agriculteurs

Au Nigeria, le Programme d'irrigation de la rivière Kano (Kris), mis en œuvre à 30 kilomètres au sud de Kano, la capitale de l'État éponyme, au Nigeria, est achevé. Les infrastructures construites dans le cadre de ce programme ont été mises en service récemment par en présence du vice-président nigérian, Yemi Osinbajo.

La phase de mise en œuvre du Programme d'irrigation de la rivière de Kano (Kris) est achevée. L'annonce est faite par le vice-président nigérian, Yemi Osinbajo le 12 mai 2023, avant l'inauguration des infrastructures du

programme qui bénéficiera à près de 140 000 agriculteurs. Le programme Kris s'est déployé dans le nord du Nigeria où la sécheresse met en péril les moyens de subsistance des populations. Le programme a notamment permis la modernisation de 12 systèmes d'ir-

rigation reliés aux rivières Kano et Shimar. L'Autorité de développement du bassin de la rivière Hadejia Jama'are (HJRBD) a été désignée par le ministère fédéral des Ressources en eau au Nigeria pour la mise en œuvre du Kris.

Avec Afrik21

Finance climat

La BOAD a échangé avec la presse ouest-africaine

La Banque Ouest-Africaine de Développement, à travers son Club de la Presse, a échangé le 16 mai dernier avec des journalistes de l'UEMOA, sur les enjeux liés à la finance climatique en Afrique de l'Ouest. Pour l'occasion, deux experts de la question, notamment Nassim Oulmane de la Commission Économique pour l'Afrique et Faten Aggad de la Fondation Africaine pour le Climat, ont rejoint Ibrahim Traore, expert de l'institution de financement du développement à caractère sous-régional.

Pour Nassim Oulmane, qui intervenait en premier lieu, le défi actuel pour l'Afrique est son niveau d'endettement qui empêche les pays de dégager suffisamment de ressources pour soutenir leurs ambitions de développement à long terme, y compris les investissements sur l'adaptation et la résilience climatique. « 57% des pays africains dépensent aujourd'hui plus sur le remboursement de la dette que sur des infrastructures susceptibles d'améliorer le capital humain », a-t-il fait savoir Faten Aggad, de la FAC, a pour sa part estimé que le défi de la finance climatique en Afrique, en plus d'être contraint par une perception négative de la dette africaine par les investisseurs internationaux, souffre d'une bataille géopolitique entre les superpuissances (USA et Chine) sur la question du financement du développement. Par ailleurs, Mme Aggad souligne la nécessité de mobiliser davantage le secteur privé africain qui est encore peu actif sur le sujet. Alors qu'au niveau mondial 50% des entreprises sont engagées dans la transition énergétique, en Afrique ce ratio n'est que de 14%, précise-t-elle. Prenant la parole,



Ibrahim Traore, expert en finance climatique au sein de la Banque Ouest-Africaine de Développement, a d'abord abordé les questions conceptuelles sur la notion de finance climatique avant d'annoncer les engagements de son institution dans la réponse aux changements climatiques. Il a ensuite indiqué que la BOAD est accréditée à plusieurs fonds de finance climatique, ce qui lui permet de mobiliser des ressources et d'apporter une part de la réponse à la problématique. « Nous avons mobilisé au cours des cinq dernières années 160 milliards de FCFA pour financer les réponses en termes d'adaptation et d'atténuation... Il n'y a pas de manque de ressources financières, le problème c'est l'accès », a-t-il fait savoir. La conférence de presse s'est poursuivie sur un échange

avec la trentaine de journalistes présents à l'événement. Ils ont posé des questions sur la vision africaine des changements climatiques et sur des projets spécifiques, comme ceux de la création de chaînes de valeurs entre la République Démocratique du Congo et la Zambie sur les minerais de la transition. Avec cette activité, la BOAD fait office de pionnière, en instaurant un cadre d'échanges, d'information et de formation au profit de la presse. L'événement du 16 mai, qui était animé par l'Agence Ecofin, était le premier d'une série qui permettra aux journalistes d'être éduqués sur des sujets majeurs qui animent le débat économique actuellement en Afrique et plus précisément en Afrique de l'Ouest.

Avec Agence Ecofin

Sénégal

Le « Wash Tech Incub » soutient l'innovation dans secteur de l'eau

Fruit d'un partenariat entre Concree, un incubateur d'entrepreneurs et de petites et moyennes entreprises (PME), et le ministère sénégalais de l'Eau et de l'Assainissement, le programme « Wash Tech Incub » est lancé au Sénégal. L'initiative a pour but de promouvoir un « entrepreneuriat innovant » dans les secteurs de l'eau et l'assainissement.

Au Sénégal, les entrepreneurs sont invités à développer des idées de start-up dans les secteurs de l'eau et l'assainissement. Cet appel fait suite au lancement le 9 mai 2023, du programme « Wash Tech Incub » par Concree. L'expertise de l'incubateur d'entrepreneurs et de petites et moyennes entreprises (PME) a été sollicitée par le ministère sénégalais de l'Eau et de l'Assainissement, avec qui il a récemment signé un protocole d'accord. Dans le cadre de ce partenariat, Concree soutiendra les futures start-up en phase de démarrage et répondant aux problématiques liées au secteur de l'eau et l'assainissement avec un accompagnement complet, depuis l'idéation jusqu'à la

validation du business model de futures innovations. « La première action concrète du programme consistera à identifier et accompagner des innovations qui s'adressent aux problématiques d'inondations. L'appel à innovation sera lancé dès le début du mois de juin 2023 », affirme Babacar Birane, le PDG de Concree. En août 2022 par exemple, de nombreuses écoles ainsi que des habitations de Saint-Louis ont été submergées par les eaux notamment dans les quartiers de Pikine Guinaw Ray, Sor Diagne, Tableau Walo, Diaminar, Darou, et Médina Courses à de Saint-Louis. Les postulants pourront être des chercheurs au Sénégal et dans la diaspora, les étudiants en fin de cycle, les entrepre-

neurs et les professionnels du secteur et l'accompagnement. Le programme « Wash Tech Incub » vise également à impulser la collaboration État et Start-up pour accélérer le développement des innovations dans le secteur clé de l'eau, l'assainissement et l'hygiène au Sénégal. « Pour une start-up, collaborer avec des organisations publiques telles que le ministère de l'Eau et de l'Assainissement serait intéressant, car celles-ci disposent, en leur sein, de compétences et d'expertises sectorielles approfondies qui pourraient être mises à leur disposition pour un développement sécurisé et à grande échelle de leurs solutions », relève Babacar Birane, le PDG de Concree.

Avec Afrik21

BRVM BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

mardi 23 mai 2023

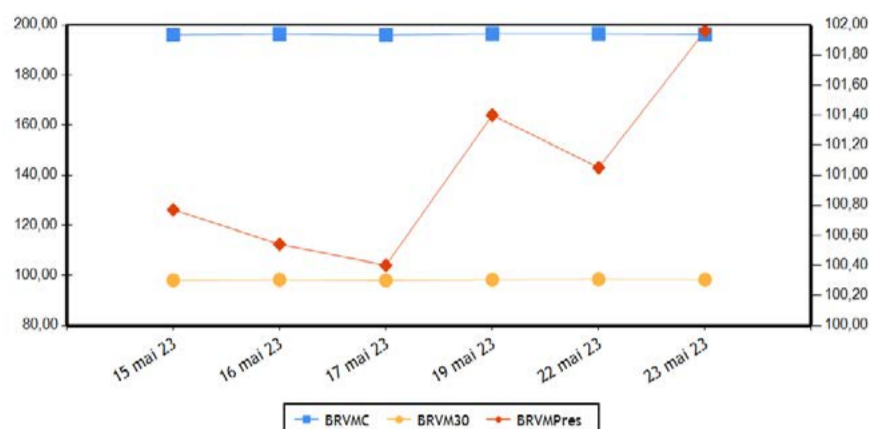
N° 97

| | |
|-----------------------|---------------|
| BRVM COMPOSITE | 196,26 |
| Variation Jour | -0,13 % |
| Variation annuelle | -3,42 % |

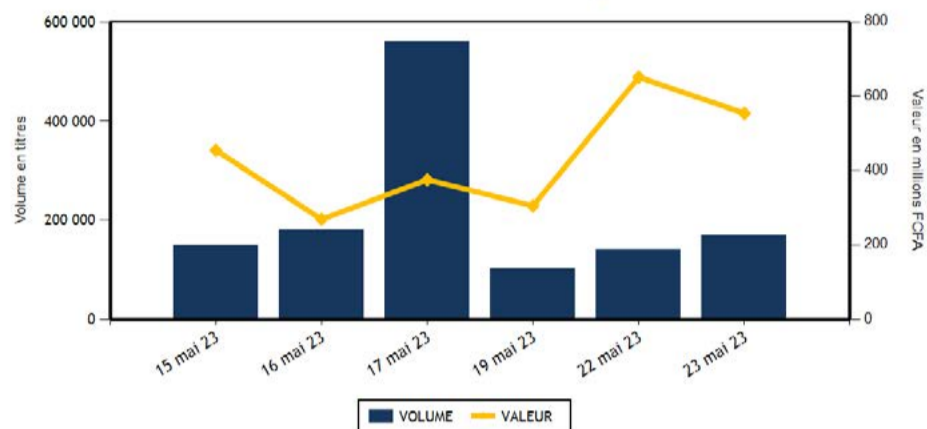
| | |
|--------------------|--------------|
| BRVM 30 | 98,26 |
| Variation Jour | -0,13 % |
| Variation annuelle | -1,74 % |

| | |
|----------------------|---------------|
| BRVM PRESTIGE | 101,96 |
| Variation Jour | 0,90 % |
| Variation annuelle | 1,96 % |

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|-------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 7 301 493 334 481 | -0,13 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 168 328 | 21,13 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 552 130 777 | -13,72 % |
| Nombre de titres transigés | 42 | 2,44 % |
| Nombre de titres en hausse | 11 | -21,43 % |
| Nombre de titres en baisse | 16 | 6,67 % |
| Nombre de titres inchangés | 15 | 25,00 % |

PLUS FORTES HAUSSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|---------------------------------------|--------|------------|----------------|
| SODE CI (SDCC) | 5 125 | 6,77 % | -6,22 % |
| TOTAL SN (TTLS) | 2 600 | 6,56 % | 2,56 % |
| AIR LIQUIDE CI (SIVC) | 600 | 6,19 % | -11,11 % |
| SOCIETE GENERALE COTE D'IVOIRE (SGBC) | 14 995 | 3,06 % | 29,21 % |
| SICABLE CI (CABC) | 1 050 | 2,94 % | -10,26 % |

INDICES PAR COMPARTIMENT

| Base = 100 au 02 janvier 2023 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|-------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM-PRESTIGE | 10 | 101,96 | 0,90 % | 1,96 % | 121 159 | 357 003 132 | 6,04 |
| BRVM-PRINCIPAL | 36 | 93,69 | -0,69 % | -6,31 % | 47 169 | 195 127 645 | 12,04 |

INDICES SECTORIELS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|----------------------------|--------------------|----------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE | 11 | 98,96 | 0,15 % | -5,05 % | 3 281 | 5 996 610 | 30,58 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 5 | 466,48 | -0,06 % | -4,64 % | 31 740 | 353 265 825 | 8,90 |
| BRVM - FINANCES | 15 | 76,17 | -0,25 % | 0,87 % | 118 087 | 151 530 232 | 5,99 |
| BRVM - TRANSPORT | 2 | 330,96 | -3,14 % | -3,14 % | 3 581 | 4 834 350 | 5,27 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 245,93 | -0,32 % | -13,27 % | 5 773 | 28 601 920 | 5,08 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 335,56 | 0,27 % | -6,41 % | 5 723 | 7 746 670 | 11,82 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 1 | 1 338,76 | 0,00 % | 14,21 % | 143 | 155 170 | - |

| Indicateurs | BRVM COMPOSITE |
|-------------------------------------|----------------|
| PER moyen du marché | 9,31 |
| Taux de rendement moyen du marché | 8,13 |
| Taux de rentabilité moyen du marché | 9,19 |
| Nombre de sociétés cotées | 46 |
| Nombre de lignes obligataires | 123 |
| Volume moyen annuel par séance | 581 514,00 |
| Valeur moyenne annuelle par séance | 949 890 105,75 |

| Indicateurs | BRVM COMPOSITE |
|----------------------------------|----------------|
| Ratio moyen de liquidité | 5,92 |
| Ratio moyen de satisfaction | 43,12 |
| Ratio moyen de tendance | 728,41 |
| Ratio moyen de couverture | 13,73 |
| Taux de rotation moyen du marché | 0,02 |
| Prime de risque du marché | 4,84 |
| Nombre de SGI participantes | 27 |

Définitions

Volume moyen annuel par séance
Valeur moyenne annuelle par séance
Ratio moyen de liquidité
Ratio moyen de satisfaction
Ratio moyen de tendance
Ratio moyen de couverture

= Volume annuel échangé / nombre de séances
= Valeur annuelle échangée / nombre de séances
= Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
= Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
= Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation
PER moyen du marché
Taux de rendement moyen
Taux de rentabilité moyen
Prime de risque du marché

= moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capital flottante)
= moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
= moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
= moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
= (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'État

BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES

Siège Social : Abidjan - Côte d'Ivoire, 18 av. Joseph Anoma
Adresse : 01 BP 3802 Abidjan 01
Tel : +225 20 31 55 50 / +225 20 32 66 85
Fax : +225 20 32 66 84
E-mail : brvm@brvm.org Site web : www.brvm.org

PAYS DE L'UEMOA



OMS

Les États membres s'accordent sur près de 7 milliards de dollars de budget

Les États membres de l'Organisation mondiale de la santé ont approuvé cette proposition de budget lors du début des travaux de son assemblée générale annuelle, lundi à Genève.

Le budget préliminaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), fixé à 6,83 milliards de dollars, a été approuvé pour les deux prochaines années, comprenant une augmentation obligatoire de 20% des cotisations de ses membres. Les États membres de l'organisation ont approuvé cette proposition de budget lors du début des travaux de son assemblée générale annuelle, à Genève.

Un financement plus fiable et plus stable

Le chef de l'organisation, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a salué cette décision «historique» et estimé qu'il s'agissait «d'une étape importante». L'ensemble des 194 États membres doivent encore approuver ce budget à l'issue des dix jours de l'AG, mais c'est considéré comme une simple forma-



lité. Secoués par la pandémie de Covid-19, les pays ont convenu de la nécessité d'un financement plus fiable et plus stable, afin de renforcer l'organisation. La part de son financement provenant des cotisations obligatoires, calculées en fonction de la richesse et de la population des états, était tombée à moins d'un cinquième de son budget, le reste provenant de «contributions volontaires». Ça a laissé à l'organisation une marge

de manœuvre limitée face à des crises comme celle du Covid, la guerre en Ukraine ou d'autres crises. L'OMS a donc décidé d'augmenter progressivement la part des frais d'adhésion à 50% de son budget avant 2030-2031 au plus tard. En échange de cette réforme, l'organisation s'est engagée à mettre en œuvre 96 réformes, en vue de parvenir à davantage de transparence sur son financement et ses recrutements.

(AFP)

Transport aérien

L'interdiction de vols intérieurs courts entre en vigueur en France

La mesure, prise en cas d'alternative par le train en deux heures et demie, ne concerne pas les correspondances. Elle ne semble convaincre ni les compagnies aériennes, ni certaines ONG écologistes.

En France, l'interdiction des vols intérieurs courts en cas d'alternative par le train en moins de 2h30 est entrée en vigueur, mardi, un changement anticipé avec la fin des liaisons entre l'aéroport de Paris-Orly et les villes de Nantes, Bordeaux et Lyon. Cette interdiction, prévue par la loi Climat et résilience du 22 août 2021, et déjà appliquée, était suspendue le temps d'une enquête approfondie de la Commission européenne, à la suite d'une plainte d'une partie du secteur aérien. Celui-ci la jugeait contraire au principe de libre prestation, et inadaptée à la lutte contre le changement climatique. L'interdiction ne concerne pas les vols en correspondance. Le décret précise les conditions d'application de l'interdiction: le trajet en train doit desservir, sans changement, les mêmes villes que les aéroports concernés. Pour le cas de Roissy-Charles-de-Gaulle, c'est la gare à grande vitesse desservant l'aéroport qui est prise en compte.



sagers empruntant cette liaison, notamment en matière de connectivité et d'intermodalité, ainsi que des reports de trafic qui seraient entraînés par l'interdiction», ajoute le décret. Enfin, la liaison doit permettre plus de huit heures de présence sur place dans la journée, et ce toute l'année. Concrètement, les liaisons concernées sont Paris-Orly - Nantes, Orly-Lyon et Orly-Bordeaux. La loi entérinait surtout l'existant, puisque le gouvernement avait contraint Air France à renoncer aux liaisons concernées en contrepartie d'un soutien financier, en mai 2020, au moment de la crise du Covid. Et elle interdisait aux concurrents de s'engouffrer dans la brèche.

«Conséquences négligeables»

Réagissant mardi, la principale organisation de compagnies aériennes européennes a critiqué les «interdictions symboliques» et appelé les

gouvernements à soutenir des «solutions réelles et significatives» pour décarboner l'aviation. «La Commission européenne, dans sa propre évaluation des interdictions de vols en France, reconnaît qu'interdire ces trajets n'aura que des conséquences négligeables» sur l'atteinte des objectifs climatiques, a affirmé le directeur général par intérim d'Airlines for Europe (A4E), Laurent Donceel. Il a rappelé que les compagnies aériennes s'étaient engagées à «zéro émission nette» de CO2 à l'horizon 2050, via notamment le recours à des carburants d'origine non fossile et à des appareils fonctionnant à l'électricité ou à l'hydrogène. A4E représente plusieurs compagnies ou groupes aériens de premier plan, dont Air France, KLM, Lufthansa, Ryanair et IAG (British Airways, Iberia...). L'ONG Transport&Environment avait aussi déploré, en décembre, une «mesure symbolique».

(AFP)

Intelligence artificielle

ChatGPT arrive sur les smartphones

OpenAI a lancé jeudi une application mobile pour ChatGPT, son interface d'intelligence artificielle (IA) générative qui enregistre déjà une croissance phénoménale sur le web.

La nouvelle application est disponible sur les iPhone aux États-Unis, pour commencer, et doit arriver «bientôt» dans d'autres pays et sur les téléphones portables opérés par Android (Google), selon un communiqué de la start-up californienne. Gratuite, elle permet, comme le site web, de discuter avec le chatbot et surtout de lui demander de rédiger des messages, d'expliquer des concepts techniques, de suggérer des idées, de résumer des notes... OpenAI promet par exemple «d'obtenir des informations précises sans avoir à trier entre les publicités ou des résultats multiples», le modèle actuel des moteurs de recherche. Mais à la première ouverture, l'appli prévient aussi tôt que ChatGPT peut «fournir des informations inexactes sur des personnes, des lieux ou des faits». Lancé fin novembre, le site web de ChatGPT a dépassé le million d'utilisateurs en une semaine, un record. Deux mois plus tard, le service comptait déjà quelque 100 millions d'utilisateurs actifs mensuels, un autre record selon une étude d'UBS relayée par la presse. Microsoft, principal investisseur d'OpenAI, a intégré



le large modèle de langage sur lequel est fondé ChatGPT à Bing, son moteur de recherche, et Google est sur le point de lancer une version test avec de l'IA générative. Cette adoption ultrarapide de ChatGPT et d'autres logiciels d'IA générative (code informatique, images, son, vidéo) suscite des inquiétudes fondamentales dans de nombreux secteurs.

Emplois menacés

Les enseignants voient leurs élèves déléguer leurs dissertations à ChatGPT, de nombreux emplois administratifs mais aussi créatifs sont menacés, les élus politiques craignent que cette technologie ne favorise de la désinformation de plus en plus sophistiquée et des

poursuites ont été lancées en justice sur des questions de propriété intellectuelle. Sam Altman, le patron d'OpenAI, prône une intervention des gouvernements pour mieux encadrer l'intelligence artificielle. Auditionné au Sénat mardi, il a déclaré que l'IA a «le potentiel d'améliorer à peu près tous les aspects de nos vies», mais «crée aussi des risques sérieux». OpenAI veut parvenir à l'IA dite «générale», c'est-à-dire des programmes dotés de capacités cognitives humaines. Le succès de ChatGPT crée par ailleurs des opportunités pour les hackers: Meta (Facebook, Instagram) a alerté au début du mois contre les faux programmes qui se font passer pour des outils d'IA.

(AFP)

Fusion dans les mines d'or

Le groupe Newmont avale son rival Newcrest

La société minière australienne Newcrest a annoncé ce lundi 15 mai qu'elle acceptait d'être rachetée par sa rivale américaine Newmont. Le montant du rachat s'élève à 19 milliards de dollars américains. L'opération devrait permettre de créer un nouveau géant mondial de la production d'or.

Un nouveau géant mondial de l'or est sur le point de naître. La société minière australienne Newcrest a annoncé avoir accepté son rachat par sa rivale américaine Newmont, pour 19 milliards de dollars, ce lundi 15 mai. Les actionnaires de Newcrest, dont le siège se situe à Melbourne, recevront 0,4 action de la société américaine pour chaque action qu'ils détiennent actuellement, soit un total de 31% du groupe fusionné, a déclaré la société australienne. D'après Newcrest, la valeur de l'opération est de 28,8 milliards de dollars australiens, soit 19 milliards de dollars américains. La société Newmont, dont le siège se trouve à Denver, aux États-Unis, a déclaré qu'elle s'attendait à des synergies de l'ordre des 500 millions de dollars amé-

ricains par an. Le rachat doit désormais être approuvé par les actionnaires de Newcrest lors d'une assemblée prévue en septembre ou en octobre, ainsi que par les autorités de la concurrence en Australie, au Canada et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

Une « production d'or et de cuivre sur plusieurs décennies »

En acquérant Newcrest, le groupe minier américain étend ainsi ses vastes actifs d'extraction d'or et de cuivre. Il obtient ainsi une présence mondiale de l'Amérique du Nord et du Sud à l'Afrique, en passant par l'Australie et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. « La nouvelle entité établira un nouveau standard en matière de production d'or tout en bénéficiant d'une exposition importante et crois-

sante au cuivre et d'une position de leader sur le marché en matière de sécurité et de durabilité », a déclaré dans un communiqué Peter Tomsett, président de Newcrest. Newcrest a préconisé l'offre de rachat « à l'unanimité », a-t-il ajouté. Cette annonce intervient trois mois après le rejet d'une précédente offre à 17 milliards de dollars américains par son conseil d'administration, au motif qu'elle n'apportait pas une « valeur suffisante » aux actionnaires. Le directeur général de Newmont, Tom Palmer, a indiqué que le groupe fusionné créait une gamme de produits à la pointe de l'industrie, avec une « perspective de production d'or et de cuivre sur plusieurs décennies » dans les zones minières les plus lucratives du monde.

(Avec AFP)



INVESTIR EN ZONE UEMOA



| EMETTEUR | GUINÉE-BUISSAU | BURKINA | NIGER |
|--------------------------|-------------------------------|----------------------------|-------------------------------|
| Date | 23/05/2023 | 24/05/2023 | 25/05/2023 |
| Instrument | BAT 91J - BAT 364J - OAT 3A | BAT 364J - OAT 3A - OAT 7A | BAT 182J - BAT 364J - OAT 3A |
| Montant (en Mds de FCFA) | 12,5 | 30 | 30 |
| Taux d'intérêt | Multiplés - Multiplés - 6,25% | Multiplés - 6,00% - 6,40% | Multiplés - Multiplés - 6,00% |

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur : www.umoatitres.org

HOROSCOPE finance

Bélier La Lune en cet aspect vous donnera de la combativité, mais aussi un besoin de satisfaire toutes vos envies de luxe et de prodigalité. Soyez raisonnable : évitez les dépenses inutiles, pour ne pas vous priver du nécessaire.

Taureau L'ambiance planétaire sera neutre dans l'ensemble pour tous les natifs du signe. Cependant, elle peut réserver des chances dans les placements financiers et dans le domaine de l'argent autre que celui gagné par le travail.

Gémeaux Sur le plan pécuniaire, vous avez pu sentir une certaine stagnation. Vous aurez maintenant envie de faire bouger les choses malgré les obstacles et l'inertie environnante. Il vous faudra faire preuve de ténacité. Attitude qui sera payante, car vous trouverez des appuis qui vous permettront d'atteindre votre but.

Cancer Vous resterez toujours très préoccupé par votre situation matérielle. Malgré un éclaircissement progressif de votre Ciel astral, vous devrez toujours faire preuve de prudence et éviter les risques inutiles.

Lion Les influences planétaires favoriseront les transactions financières importantes. Si vous devez effectuer des placements ou réaliser une opération immobilière, vous serez très bien inspiré aujourd'hui.

Vierge Cet environnement astral influencera favorablement vos finances et vous stimulera. Ce sera le moment idéal pour investir, spéculer, augmenter le capital de votre société. Il serait cependant prudent de vous faire conseiller car vous ne connaissez pas tout dans ce domaine. Vous recevrez, avant la fin de la journée, de précieux conseils d'un ami ou associé pour augmenter facilement vos revenus.

Balance La Lune vous rendra fébrile pour des questions d'argent. Ce ne sera pas le moment de tenter votre chance aux jeux de hasard. Vous serez à nouveau tenté par les voyages, mais ils ne seront pas favorisés.

Scorpion Dans le cadre de vos activités courantes, respectez vos engagements, soyez à jour de vos échéances, et n'oubliez pas de cultiver vos relations. Evitez de prendre de trop lourdes charges ; mieux vaut se restreindre et tenir les deux bouts de la chaîne qu'inversement.

Sagittaire Pluton en cet aspect s'avérera faste sur le plan financier. Vos placements et vos investissements seront très rentables. Mais attention : Pluton pourra se retourner contre vous si vous manquez de vigilance ou si vous vous montrez déraisonnable.

Capricorne Gardez votre compte en banque sous haute surveillance, histoire de ne pas avoir de trop mauvaises surprises. Vous serez en effet tenté de dépenser à tort et à travers et de vivre nettement au-dessus de vos moyens.

Verseau Vous aurez un objectif majeur : accroître vos revenus. Grâce au soutien de Mercure, vous pourrez effectuer d'excellents placements à long terme. Les opérations boursières seront très favorisées.

Poissons Pas de problèmes pécuniaires à prévoir. Cependant, soyez vigilant si vous devez réaliser une opération immobilière de grande envergure cette fois. L'affaire n'est peut-être pas aussi prometteuse que vous croyez, et en tout cas les influx astraux seront tels que votre jugement en la matière ne sera pas très fiable.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

MINISTRE DE LA CULTURE
ET DU TOURISME

CABINET

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-PatrieN° 070 /MCT/CABLomé le ... 19 MAI 2023

APPEL A CANDIDATURES POUR LA REALISATION DES MOSAIQUES / FRESQUES MURALES A LOME

Le Ministère de la culture et du tourisme de la République togolaise a le plaisir d'annoncer l'ouverture d'un appel à candidatures pour la réalisation de mosaïques/fresques murales à Lomé, sur la thématique de la « **culture de l'union** ».

L'appel est ouvert à tous les artistes plasticiens togolais, sans distinction. La sélection des artistes qui seront retenus pour la réalisation des fresques sera effectuée par un jury qui tiendra compte de la pertinence et de la qualité des propositions artistiques en rapport avec le thème. La parité hommes et femmes devra également orienter le choix du jury.

Conditions de participation

Soumettre un dossier de candidature PDF comportant :

- nom et prénom de l'artiste ;
- copie d'une pièce d'identité togolaise ;
- une dizaine d'images (réalisations artistiques authentiques et originales) en couleur et en lien avec le thème de la « **culture de l'union** » ;
- un engagement de l'artiste à être disponible à Lomé dans les mois de juillet et août 2023.

Ouverture des candidatures : dès ce 22 mai 2023.

Clôture des candidatures : le vendredi 23 juin 2023.

Publication des lauréats : le vendredi 30 juin 2023.

Chaque candidature devra être compilée dans un dossier unique PDF et envoyée dans les délais et seulement à l'adresse e-mail suivante : « culturedelunion@gmail.com »

Bonne chance à toutes et à tous.

Le Ministre

**Dr Kossi G. LAMADOKOU**

672, Avenue Sarakawa - BP: 3114 - Lomé (Togo)

Tél: (228) 22 21 40 07 / 22 21 39 90 - Fax: (228) 22 21 89 27 - E-mail : secretariat.ministre@tourisme.gouv.ig

Agroécologie

La CEDEAO met le pied à l'étrier

La Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) encourage les chercheurs, agriculteurs et formateurs à travailler ensemble pour consolider les pratiques agroécologiques dans l'espace communautaire.

L'initiative de l'Agence régionale pour l'agriculture et l'alimentation (ARAA), un atelier de lancement des activités des Partenariats entre les Organisations Professionnelles Agricoles et les Centres de Recherche-Centres de Formation/Vulgarisation a débuté ce lundi 22 mai 2023 à Lomé. Au total, 15 expériences ont été sélectionnées dans le cadre de la transition agroécologique et vers une agriculture durable. Elles concernent notamment les systèmes de production incluant les cultures de riz, maïs, sorgho, mil et/ou manioc. "Ces partenariats joueront un rôle crucial dans le renforcement des capacités des agriculteurs, des techniciens agricoles et des chercheurs. Ils permettront d'améliorer l'accès aux ressources, aux technologies et aux formations nécessaires à la transition vers des systèmes agricoles durables", a déclaré Ousseini Salifou, Directeur exécutif de l'ARAA. L'atelier en cours à Lomé entend surmonter trois défis majeurs en Afrique de l'Ouest : l'insécurité alimentaire, l'agriculture traditionnelle qui n'arrive plus à nourrir la population et les effets du changement climatique qui renforcent la fragilité des exploitations agricoles en Afrique de l'Ouest. Pour la CEDEAO, la seule alternative pour avoir une agriculture durable sans faire de dégâts sur l'environnement c'est l'agroéco-



logie ; une pratique agricole qui promeut la biodiversité et la durabilité en utilisant des méthodes naturelles pour cultiver les terres. Pour l'essentiel, les travaux visent à mettre ensemble la recherche, les organisations professionnelles agricoles et les structures ou de vulgarisation afin de transformer le secteur agricole en Afrique de l'Ouest. "Nous voulons que la recherche ne reste plus au bureau, mais plutôt qu'elle aille à la rencontre des agriculteurs sur le terrain afin qu'on puisse créer des produits nouveaux et suffisamment adaptés aux problèmes des agriculteurs ouest-africains", partage Borgui Yerima, coordonnateur du programme agroécologie de la CEDEAO. Dans l'agroécologie, il y a trois grandes dimensions. La dimension communication pour mettre tous les acteurs au même niveau d'information sur ce que c'est que l'agroécologie. Au-delà de la communication, il y a une dimension technique qui définit les outils et méthodes à

adopter. Cette dimension permet de mettre ensemble les agriculteurs et la recherche afin d'améliorer la productivité agricole. La troisième dimension c'est la formation. Les agriculteurs doivent être en mesure de bénéficier des connaissances qui sont construites et qui pourront être utilisées pour améliorer la production agricole. "L'approche agroécologique aide à promouvoir les apports des matières organiques pour restaurer la structure et la fertilité des sols mais aussi leur capacité de rétention en eau et à conserver un couvert permanent permettant de limiter les pertes d'eaux", souligne Banjai Barros, représentant résident de la CEDEAO au Togo. L'utilisation et l'adoption des produits de recherches par les agriculteurs permettra d'établir les preuves des impacts positifs de l'agroécologie mais aussi de la marche du secteur agrosylvo-pastoral vers un système alimentaire plus durable.

Avec agridigitale.net

Arsenal

Bukayo Saka prolonge jusqu'en 2027 !

Après une saison exceptionnelle malgré la déception d'avoir laissé échapper le titre de Premier League au dépend de Manchester City, Arsenal devrait vivre un mercato estival particulièrement agité que ce soit au niveau des départs mais aussi des arrivées.

Si plusieurs cadres, à l'image de Granit Khaka, Thomas Partey et Kieran Tierney, sont susceptibles de quitter le navire londonien, les Gun-

ners viennent d'officialiser la prolongation d'un de leurs meilleurs éléments. En effet, Bukayo Saka, un des acteurs principaux de cette belle aventure 2022-2023, pro-

longe son aventure avec son club formateur jusqu'en 2027 ! Pour rappel, Bukayo Saka arrivait en fin de contrat à la fin de la saison prochaine.

Avec footmercato.net

Solidarité

L'ANPC assiste les déplacés des savanes dans le Haho

Cinq ménages victimes des menaces d'extrémisme violent dans la région des Savanes et déplacés dans la préfecture de Haho ont bénéficié de vivres et non vivres offerts par l'Agence nationale de protection civile (ANPC) le mercredi 17 mai dans la localité.

Composé de riz, de maïs, de nattes, de bidons d'huiles, de savons, de matelas et d'enveloppes financières, le don vient soulager la souffrance des ces familles accueillies dans la préfecture. Il est aussi question de les assister psychologiquement suite aux péripéties traversées lors des événements sanglants survenus dans la région des Savanes. Les bénéficiaires sont cinq familles de 31 personnes, majoritairement des jeunes, femmes et des enfants de 0 à 5 ans. Le préfet de Haho, Tchagani Awo, a remercié le chef de l'Etat pour son geste à travers l'ANPC. Il a invité les bénéficiaires à croire en la détermination et aux actions salvatrices du président Faure Gnassingbé. Le préfet leur a demandé d'accompagner le chef de l'Etat dans la lutte contre l'extrémisme violent qui ruine les familles, détruit les vies et rend les popula-



tions hautement vulnérables. Le responsable de la délégation de l'Agence nationale de protection civile (ANPC), Abena Tchalla Hérou a déclaré : « Notre geste est l'expression de la compassion du gouvernement à travers l'Agence nationale de protection civile au chevet des familles déplacées et touchées par les pertes de matériels et des biens ». Le porte-parole des bénéficiaires, Nagbré Kolani Doubik a exprimé sa gratitude au gouvernement, au ministre de la Sécurité et de la protection civile et aux responsables de l'ANPC pour les efforts consentis en vue de

protéger des couches vulnérables. Il a également salué la volonté du chef de l'Etat Faure Gnassingbé à assurer le bien-être des populations à travers son programme de société. Le don a été remis aux bénéficiaires en présence de l'adjoint au maire de la commune Haho 3 Danhui Koutse, du chef du village de Atsidomé, Togbui Komlan, des membres des comités cantonaux et villageois de développement CCD et CVD ainsi que les populations de Tsinigan et Leté dans la commune Haho 3.

Avec ATOP/YM/JK

Première édition du FIJAO

L'ambassadeur Johannes MAKOUVIA adresse un message important aux jeunes africains

Les Jeunes du continent africain réunis à Ouagadougou, Burkina, s'engagent pour la sécurité et la paix en Afrique. À l'occasion, l'ambassadeur Johannes MAKOUVIA a adressé un message important aux jeunes africains venus de tous les horizons.

La première édition du Forum International de la Jeunesse Africaine de Ouagadougou (FIJAO) s'est déroulée samedi 20 mai dernier à Ouagadougou au Burkina Faso. L'événement placé sous le thème : « La contribution des jeunes africains à la lutte contre le terrorisme dans le Sahel », vient renforcer l'engagement de toute la jeunesse pour une Afrique de paix et plus sécurisée. A l'occasion, le jeune togolais expert des questions de paix et Président de l'ONG Internationale MJPP, Johannes MAKOUVIA a invité la jeunesse africaine à ne pas céder de place aux violences et à l'insécurité. « Que per-



sonne ne passe par nous pour déstabiliser notre pays », a-t-il exhorté. Invité d'honneur de cet événement placé sous le patronage du Président de la transition, Capitaine Ibrahim Traoré, Johannes MAKOUVIA a également donné des pistes et approches de solution pour une Afrique

de paix sans violences. Meilleur Promoteur africain de la Paix et la cohésion sociale, le Guest Speaker de ce Forum, était aux côtés de M. Hassane Ouattara, Président de l'Association pour la Promotion de l'Intégration Africaine.

Avec leneutre.info

Le Togo en chiffres

| Produits échangés | | preparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ... | | primaires | |
|---|--|---|-----|---|-----|
| 1,0 Mds USD de produits exportés en 2020 | 2,2 Mds USD de produits importés en 2020 | Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars. | 6,8 | Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars. | 3,4 |
| Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques | 9,0 | Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées | 6,5 | Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ... | 3,2 |
| Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées | 8,8 | Coton, non cardé ni peigné | 6,5 | Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ... | 3,1 |
| Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés | 8,4 | Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux... | 5,4 | Riz | 2,7 |
| Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ... | 8,3 | Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches... | 3,3 | Véhicules automobiles pour le transport de marchandises... | 2,5 |
| | | Fèves de soja, même concassées | 2,7 | Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton... | 1,9 |

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

**TOUTE
L'ACTUALITÉ
ÉCONOMIQUE
D'ICI ET
D'AILLEURS**

Le Journal des décideurs
L'économiste
du Togo
Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC



Couverture médiatique



Insertion publicitaire



Publi-reportage ...



+228 92 10 93 53 / 90 16 47 09



contact@leconomistedutogo



www.leconomistedutogo.tg



Totsi Gblinkome, rue Tidjani



l'économiste du Togo



@economisteTogo

...L'économiste du Togo...le journal des décideurs...